



**PRÉFÈTE
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
des Politiques Publiques**

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Arrêté préfectoral n°ICPE-2025-069 du 11 DEC. 2025
portant actualisation et consolidation des prescriptions techniques
applicables à l'établissement
de la société SCHAEFFLER FRANCE
situé 148 rue Félix ESCLANGON
Commune de Chambéry**

La Préfète de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, et notamment son titre 1^{er} des parties réglementaires et législatives du livre V et plus particulièrement ses articles R. 181-45 et R.181-46 ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités (IOTA) soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 relatif à la réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion ;

VU l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 15 janvier 2008 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées ;

VU l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 ;

VU l'arrêté ministériel du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 17 décembre 2020 abrogeant l'arrêté du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence et modifiant une série d'arrêtés ministériels pour prendre en compte l'abrogation dudit arrêté ;

VU l'arrêté ministériel du 26 septembre 1985 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2562 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique 2575 ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques nos 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2560 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2921 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2561 ;

VU l'arrêté ministériel du 27 juillet 2015 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2563 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2564 ;

VU l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration avec contrôle au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 1^{er} août 2019 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 septembre 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts ;

VU l'arrêté ministériel du 2 octobre 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts ;

VU l'arrêté ministériel du 2 janvier 2019 précisant les modalités de recueil de données relatives aux installations de combustion moyennes ;

VU l'arrêté ministériel du 3 juillet 2024 modifiant l'arrêté du 30 juin 2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le décret n°2009-648 du 9 juin 2009 relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts ;

VU le décret n°200-649 du 9 juin 2009 relatif à l'entretien annuel des chaudières dont la puissance nominale est comprise entre 4 et 400 kilowatts ;

VU la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées ;

VU l'arrêté préfectoral du 29 août 2012 délivré à la société TRANSROL SKF (devenue SCHAEFFLER FRANCE) dans le cadre de l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ;

VU l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 3 février 2014 délivré à la société TRANSROL SKF devenue (SCHAEFFLER FRANCE) pour l'exploitation d'un établissement de travail mécanique des métaux et de traitement de surface et abrogeant l'arrêté préfectoral du 22 mars 1999 autorisant la société TRANSROL SKF (devenue SCHAEFFLER FRANCE) ainsi que l'arrêté du 7 février 2003 (relatif aux tours aéroréfrigérantes) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2023-0424 du 7 juin 2023 fixant pour le département de la Savoie le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau en période d'étiage pour les cours d'eau et nappes d'eaux souterraines ;

VU les courriers adressés par l'exploitant à l'inspection des installations classées, en date du 17 avril 2014, 14 avril 2016, 21 novembre 2019 et 13 novembre 2020, afin de solliciter une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation du 03 février 2014 ;

VU le courrier adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées en date du 10 décembre 2015 afin d'informer de la mise en place d'une cuve enterrée à l'arrière de l'aire de lavage et à la suppression du point de rejets aqueux associé ;

VU le courrier adressé par l'inspection des installations classées à l'exploitant en date du 3 janvier 2017 en réponse au courrier du 10 décembre 2015 susvisé ;

VU le dossier transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées en date du 15 mars 2022 afin de porter à sa connaissance le projet de création d'un nouvel atelier de traitement thermique et les modifications apportées aux installations, complété par courriel en date du 10 octobre 2024 ;

VU la décision préfectorale du 28 juillet 2022 prise en application de l'article R. 122-3 du Code de l'environnement après examen au cas par cas ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 16 janvier 2023 établi à la suite de la visite d'inspection de l'établissement du 4 janvier 2023 ;

VU la lettre de suite préfectorale adressée à l'exploitant par le préfet de Savoie en date du 31 janvier 2023 ;

VU les réponses apportées par l'exploitant au travers du courrier du 3 avril 2023 et du courriel du 20 juillet 2023 ;

VU la note de calculs D9/D9 – relative à l'assistance à la définition de la rétention des eaux d'extinction d'incendie – établie par SOCOTEC en date du 27 octobre 2022 et transmise par SCHAEFFLER FRANCE par courriel en date du 20 juillet 2023 ;

VU le courriel adressé par l'exploitant à l'inspection des installations classées en date du 10 octobre 2024 afin de solliciter une révision de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 3 février 2014 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 11 octobre 2024 établi à la suite de la visite d'inspection de l'établissement du 20 septembre 2024 ;

VU la réponse apportée par l'exploitant au travers du courrier du 17 octobre 2024 ;

VU le dossier complémentaire transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées par courriel en date du 18 avril 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes du 29 avril 2025 établi à la suite de la visite d'inspection de l'établissement du 1^{er} avril 2025 ;

VU le rapport et les propositions du 16 septembre 2025 de l'inspection des installations classées de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes ;

VU le projet d'arrêté préfectoral portant prescriptions complémentaires porté le 25 septembre 2025 à la connaissance de la société SCHAEFFLER FRANCE ;

VU les observations présentées par courriel le 7 octobre 2025 par l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral susmentionné ;

VU le courrier de l'exploitant du 2 décembre 2025 informant le préfet de la nouvelle dénomination de la société ainsi que du nouveau numéro SIREN ;

CONSIDÉRANT que les dossiers « porter à connaissance » susvisés ne constituent pas des modifications substantielles et qu'il convient de rendre applicable à ces installations les prescriptions de l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que le projet porté par SCHAEFFLER FRANCE nécessite la révision des prescriptions applicables à l'ensemble des installations exploitées au sein de son établissement de Chambéry ;

CONSIDÉRANT que la société SCHAEFFLER FRANCE a été invitée à faire part de ses observations à la préfète de la Savoie sous un délai de 15 jours à compter de la réception du projet d'arrêté préfectoral complémentaire dans le cadre de la procédure contradictoire réglementaire prévue à l'article R.181-45 ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

SUR proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie,

ARRÊTE

1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation

1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société par actions simplifiées (SAS) SCHAEFFLER FRANCE, (SIRET 568 504 161 00171), dont le siège social est situé au 93 route de Bitche 67500 HAGUENAU est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté et des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 29 août 2012 relatif à l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) ainsi que des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 février 2014, à exploiter sur le territoire de la commune de CHAMBERY, au 148 rue Félix ESCLANGON (coordonnées Lambert 93 X=925 556 et Y=6503166), les installations détaillées dans les articles suivants.

1.1.2 Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs

L'ensemble des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 3 février 2014 sont abrogées et remplacées par les prescriptions techniques du présent arrêté.

L'ensemble des prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral du 29 août 2012 relatif à l'étude des rejets de substances dangereuses dans l'eau (RSDE) restent applicables.

1.1.3 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants :

Communes	Sections	Parcelles	Surface
Chambéry	AB AC	AB 311 à 314 AC 135	37 000 m ²

1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

À l'exception des dispositions particulières visées au chapitre 5 du présent arrêté, celui-ci s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

1.2 Nature des installations

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité de l'activité	Régime
2562-1	Chauffage et traitement industriels par l'intermédiaire de bains de sels fondus. Le volume des bains étant : 1. Supérieur à 500 l	Total 5 000 litres Nouvel atelier TTH : 1 four de bain de sels de nitrates et nitrites alcalins (AS 140) de 9T (cuve de 5 m3)	A
2560-1	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 3230-a ou 3230-b. La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : 1. Supérieure à 1 000 kW	Environ 3 200 kW	E
2565-2-a (*)	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670. 2. Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : a) Supérieur à 1 500 l	Volume total des cuves de dégraissage / phosphatation 3 588 litres Dégraissage alcalin 1344 litres Pré-phosphatation 900 litres Phosphatation 1344 litres	E

Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité de l'activité	Régime
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu des métaux et alliages.	7 fours de revenu 2 machines de trempe verticale et horizontale 500 et 700 litres 1 machine de trempe horizontale de Beaufort de 200 litres	DC
2563-2	Nettoyage-dégraissage de surface quelconque, par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles à l'exclusion des activités de nettoyage-dégraissage associées à du traitement de surface. La quantité de produit mise en œuvre dans le procédé étant : 2. Supérieure à 500 l, mais inférieure ou égale à 7 500 l	Total 4 365 litres Atelier montage final 3 365 litres : Machine à laver VBC 105 litres Machines lessivielles Vis au montage final 2 x 800 litres Machines lessivielles Douilles au montage final 2 x 330 litres + Machine à laver four atmo 2 000 litres	DC
2564-1-c	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 1. Hors procédé sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant : c. Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l pour les autres liquides organohalogénés ou solvants organiques	Total 700 litres Cuves de dégraissage aux solvants organiques AQSOL 48 discret (2 bacs 100 et 600 litres)	DC
2564-2	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces quelconques par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670. 2. Pour les procédés sous vide, le volume des cuves affectées au traitement étant supérieur à 200 l	Total 1 100 litres Cuve de dégraissage aux solvants organiques Dowclene 1601 (machine à laver ROLL)	DC

Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité de l'activité	Régime
2575	<p>Abrasives (emploi de matières) telles que sables, corindon, grenailles métalliques, etc., sur un matériau quelconque pour gravure, dépolissage, décapage, grainage, à l'exclusion des activités visées par la rubrique 2565.</p> <p>La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 20 kW</p>	<p>Total 21,95 kW</p> <p>Cabine de sablage 2 kW</p> <p>1 microbilleuse 0,75 kW</p> <p>1 grenailleuse 18 kW</p> <p>1 Tribofinition Rösler 0,45 kW</p> <p>Machine de sablage de Beaufort 0,75 kW</p>	D
2910-A-2	<p>Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931.</p> <p>A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion est :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	<p>P_{établissement} = 1,173 MW</p> <p>1 chaudière principale gaz 1 163 kW <i>P_{installation1} = 1,163 MW</i></p> <p>+</p> <p>1 chaudière gaz de secours 970 kW (fonctionnement non simultané avec la chaudière principale) <i>P_{installation2} = 0 MW</i></p> <p>+</p> <p>5 tubes radiants gaz de 2 kW chacun <i>P_{installation3} = 0 MW</i></p>	DC
2921-1-b	<p>Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle, ou récupération de la chaleur par dispersion d'eau dans des fumées émises à l'atmosphère (installations de) :</p> <p>1. Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle :</p> <p>b) La puissance thermique évacuée maximale étant inférieure à 3 000 kW</p>	<p>2 tours aéroréfrigérantes (type circuit primaire fermé) d'une puissance globale de 840 kW</p>	DC
4140-2-b (*)	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>2. Substances et mélanges liquides.</p> <p>La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>Total 5 tonnes</p> <p>Produits 550 kg (GARDOBONG G 4041 FR)</p> <p>Déchets liquides Bain de phosphatation 4,49 tonnes</p>	D

Rubrique	Libellé de l'activité	Capacité de l'activité	Régime
4440-2	Solides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Total 9 tonnes <u>Produits concernés :</u> Four nouveau TTH : AS 140 = 9T <u>Déchets susceptibles d'être présent sur le site :</u> Four nouveau TTH : pas de déchets générés	D
4441-2 (*)	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 2. Supérieure ou égale à 2 t mais inférieure à 50 t	Total 4,5 tonnes Produits 0,5 kg Déchets 4,49 tonnes	D

A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration avec contrôle)

(*) Les rubriques 2565-2-a (E), 4140-2-b (D) et 4441-2 (D) ont vocation à être supprimées du tableau lors d'une mise à jour du présent arrêté qui interviendra à l'issue de la procédure de cessation de l'activité de phosphatation qui a été notifiée le 11/10/2023 par l'exploitant. Les installations ont été arrêtées et démantelées en décembre 2023.

1.2.1 Consistance des installations

L'établissement, comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- bâtiment principal accueillant l'activité de fabrication des vis ;
- bâtiment administratif auquel est accolé le poste de garde et de contrôle des accès ;
- bâtiment préfabriqué à usage de locaux syndicaux et d'archives ;
- cave à filtration pour le traitement des huiles entières de rectification ;
- entrepôts pour le stockage des matières premières et de l'outillage ;
- zones de stockage à l'air libre (aciers, fûts et cuves) ;
- places de parking et garages à vélos/motos.

Le bâtiment principal comporte plusieurs zones d'ateliers distincts permettant la fabrication des vis et des vérins. Ces différents ateliers permettent de passer de la matière première à la production d'une pièce finie destinée à son usage futur :

- atelier de vis à billes Chambéry (VBC) ;
- atelier de vis à rouleaux Chambéry (VPC) ;
- atelier de vérins ;
- atelier de rectification et de tournage dur ;
- atelier de traitement thermique (TTH) ;
- laboratoires dédiés au contrôle qualité ;
- atelier de montage ;
- atelier de maintenance ;

- atelier de contrôle réception
- laboratoires dédiés aux essais des produits finis ;
- transformateur de la chaufferie.

1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux (AIOT) et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence¹.

1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité

1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

1.4.2 Durée de l'autorisation

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, les installations n'ont pas été mises en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives.

1.4.3 Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdisent leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers ;
- les plans tenus à jour ;
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation ;
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté.

¹ L'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties.

Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

1.6 Documents à transmettre à l'inspection

L'exploitant transmet à l'inspection les documents suivants :

Articles	Contrôles à effectuer	Périodicité du contrôle
2.3	Autosurveillance des rejets atmosphériques	Installations de combustion : tous les 3 ans Autres installations : tous les 3 ans sauf en cas de dépassement Télétransmission dans le mois qui suit la réception du rapport via l'outil GIDAF
3.4	Autosurveillance des eaux superficielles	Tours aéroréfrigérantes : tous les ans Eaux pluviales : tous les ans Télétransmission dans le mois qui suit la réception du rapport via l'outil GIDAF
3.4	Autosurveillance légionelles	Tous les 2 mois Télétransmission dans le mois qui suit la réception du rapport via l'outil GIDAF
3.5	Autosurveillance des eaux souterraines	Une fois tous les 6 mois Télétransmission dans le mois qui suit la réception du rapport via l'outil GIDAF
4.2.3	Emissions sonores	Tous les 5 ans
1.10	Bilan annuel	Une fois par an
-	Déclaration des émissions polluantes (GEREP)	Une fois par an

Les résultats des mesures d'autosurveillance des émissions atmosphériques, des eaux résiduelles, des eaux souterraines et suivis légionelles sont saisis manuellement sur l'application informatique de déclaration en ligne dénommée GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) selon les informations transmises par l'inspection des installations classées pour la connexion et la saisie sur l'outil en ligne.

1.7 Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;
- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et réduire les quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité et la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;
- prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

1.8 Consignes

Sans préjudice des dispositions du Code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Ces consignes d'exploitations précisent :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles.

L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés doivent être notés sur un ou des registres spécifiques tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 5.2.2 ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

1.9 Rapport d'incident ou d'accident

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

En complément des dispositions de l'article R. 512-69 du Code de l'environnement un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées.

Il précise notamment la chronologie de l'évènement, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées à court-terme pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce premier rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

Ce rapport est éventuellement complété dans les trois mois suivant l'incident/accident : il comporte notamment l'analyse des causes profondes et – pour les incidents dont la criticité dépasse le seuil correspondant fixé dans la procédure d'enquête et analyse des incidents de l'exploitant – la modélisation de cette analyse avec arbre des causes, la cotation échelle BARPI ainsi que les enseignements tirés et le plan d'action à plus long terme.

1.10 Rapport annuel

L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, une fois par an et au plus tard le 31 mars de chaque année, un rapport d'activité comportant une synthèse des informations prévues dans le présent arrêté (cf. article 1.6 en particulier) ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur l'exploitant des installations au cours de l'année écoulée.

2 PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normalisées de température (273 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) et éventuellement à une teneur en O₂ ou CO₂ mesurée dans les effluents en sortie du rejet et précisée ci-dessous.

2.1 Conception des installations et conditions générales de rejets

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un bilan de l'ensemble des points de rejet à l'atmosphère associé à un schéma de positionnement (cf. annexe I du présent arrêté préfectoral).

Ce bilan précise l'ensemble des caractéristiques des points de rejets telles que :

- hauteur en mètres du point de rejet par rapport au sol ;
- diamètre ou section en mètres ;
- débit nominal en Nm³/h.

2.1.1 Installations de combustion

Les appareils de combustion suivants sont implantés au sein de l'établissement de Chambéry :

- 1 chaudière principale, puissance unitaire de 1 163 kW ;
- 1 chaudière de secours, puissance unitaire de 970 kW ;
- 5 tubes radiants, puissance unitaire de 2 kW.

Ces appareils de combustion sont alimentés par le réseau de gaz naturel de ville. La chaudière principale et la chaudière de secours ne fonctionnent pas de manière simultanée.

La puissance thermique totale de l'établissement est égale à 1,173 MW.

La puissance thermique nominale de l'installation 1 constituée par la chaudière principale est égale à 1,163 MW.

La puissance thermique nominale des installations 2 et 3 constituées respectivement par la chaudière de secours et par les 5 tubes radiants est égale à 0 MW (P < 1 000 kW).

La chaudière principale est raccordée au point de rejet n°16 et la chaudière de secours est raccordée au point de rejet n°15 :

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h	Vitesse mini d'éjection en m/s
15	Chaudière de secours	10,3	0,05	1783	5
16	Chaudière principale	10,3	0,05	1721	5

La hauteur des cheminées associées aux chaudières est d'au moins 5 mètres et la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche continue maximale est au moins égale à 5 m/s.

2.1.2 Autres installations

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h
1	Cabine d'aspiration du dégraisage (expédition) – 1 ^{re} canalisation	9,15	0,60	8910

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm³/h
2	Cabine d'aspiration du dégraissage (expédition) – 2e canalisation	9,15	0,60	6707
3	<i>Abandonné (AP autorisation 03/02/2014)</i>	-	-	-
4	<i>Bac de dégraissage au solvant n°2 – Montage final</i>	<i>Suppression du bac en janvier 2021 (notifiée dans le rapport annuel 2021)</i>		
5	<i>Abandonné (AP autorisation 03/02/2014)</i>	-	-	-
5 bis	Bac de dégraissage grosse douille – Montage	8,5	0,45	913
6	Bac de dégraissage n°3 – Montage final – Bac n°3 de solvant	8,1	0,3	3845
7	<i>Four AJAX – Traitement thermique</i>	<i>Arrêt de la ligne historique de traitement thermique en juillet 2025 – Point de rejet supprimé</i>		
8	<i>Sableuse – Traitement thermique</i>	<i>Arrêt de la ligne historique de traitement thermique en juillet 2025 – Point de rejet transféré au point n°FU2</i>		
9	<i>Bac de phosphatation – Traitement thermique</i>	<i>Suppression de l'activité de phosphatation en décembre 2023 – procédure de cessation en cours</i>		
10	<i>Bac de dégraissage n°1 – Traitement thermique</i>			
11	<i>Bac de dégraissage n°2 – Traitement thermique</i>	<i>Point regroupé avec le point n°10 à la suite de travaux (notifié dans le rapport annuel 2020)</i>		
12	Autopulit – Zone VRC	10,5	0,4	9676
13	Trempe horizontale – Zone VRC	8,6	0,3	1284
14	Machine Inde G300 – zone VRC	7,9	0,2	495
17	CTA vis	9,1	Section 1,173 x 1,22	70 063
18	CTA élément	8,6	Section 0,9 x 2,4	67 659
19	Recuit – Traitement de surface	6,25	0,32	1791
20	Hotte d'aspiration – Labo métallurgique	8,9	0,12	1238
21	Machine à dégraissage ROLL	8,9	Section 0,2 x 0,2	192

N° de conduit	Installations raccordées	Hauteur en m	Diamètre en m	Débit nominal en Nm ³ /h
22	CTA atelier grande vis	10,95	Section 1,21 × 0,54	8622
23 (*)	CSF	8.95	0.4	4307
24 (*)	Trempe verticale	8.70	0.6	779
25 (*)	Rectif GRISETTI n°403 TS	6.25	0.25	401
Beaufort 1 (**)	Sableuse Beaufort	4.45	0.25	607
Beaufort 2 (**)	Machine à laver Beaufort	Suppression de la machine à laver Beaufort en juin 2025		
Beaufort 3 (**)	Trempe horizontale Beaufort	3.35	0.2	2003
FU1 (***)	Aspiration du four CODERE C10	9.75	0.5	767
FU2 (***)	Sablage / Microbilleuse	8.70	0.315	3176
FU3 (***)	Évacuation des fumées CRG6	8.33	0.2	1537
FU4 (***)	Fumées du XCR4 – préchauffage	8.25	0.2	430

(*) point de rejets atmosphériques ajoutés après l'arrêté préfectoral de 2014 (santé des travailleurs)

(**) points de rejets atmosphériques liés au rapatriement des activités de Beaufort

(***) points de rejets atmosphériques du nouvel atelier de traitement thermique

Les autres points de rejets dépassent d'au moins 0,30 m les bâtiments situés dans un rayon de 15 m et la vitesse d'éjection des gaz en marche continue maximale est au moins égale à :

- 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m³/h ;
- 5 m/s si ce débit est inférieur ou égal à 5 000 m³/h.

2.2 Limitation des rejets

2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et des flux de polluants rejetés

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés aux conditions normales de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm³) sur gaz sec.

2.2.1.1 Installations de combustion

Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 3 % (combustibles gazeux).

Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs, pour l'installation de combustion 1 constituée par la chaudière principale, aux valeurs limites suivantes à compter du 1^{er} janvier 2030 :

Paramètre	code CAS	Point de rejets 16 : chaudière principale			
		Concentration n mg/Nm ³	Flux		
			g/h	g/j	kg/an
NO _x exprimés en NO ₂	10102-44-0	150	-	-	-
CO (*)	630-08-0	100	-	-	-

(*) dans le cas d'une installation fonctionnant plus de 500 heures par an

Les installations de combustion 2 et 3 constituées, d'une part par la chaudière de secours et d'autre part par les 5 tubes radiants, ont une puissance thermique nominale inférieure à 1 MW et ne sont donc pas soumises aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 03 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumise à déclaration au titre de la rubrique 2910.

2.2.1.2 Autres installations

Les concentrations et les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

Point de rejets 1 : cabine d'aspiration du dégraissage (expédition) 1 ^{re} canalisation			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 2 : cabine d'aspiration du dégraissage (expédition) 2 ^e canalisation			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 5 bis : bac de dégraissage grosse douille montage			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	75	

Point de rejets 6 : bac de dégraissage n°3 montage final			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm³]	Flux [kg/h]
COV	-	75	

Point de rejets 12 : autopulit zone VRC			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm³]	Flux [kg/h]
Poussières	-	100	Si f ≤ 1
		40	Si f > 1

Point de rejets 13 : trempe horizontale zone VRC			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 14 : machine index G300 VRC			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 17 : CTA vis			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 18 : CTA élément			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 19 : recuit traitement de surface			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm³]	Flux [kg/h]
NO _x	10102-44-0	200	
CO	630-08-0	250	

Point de rejets 20 : hotte d'aspiration labo métallurgique			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm³]	Flux [kg/h]
Acidité totale (exprimée en H)	-	0.50	

HNO ₃	7697-37-2	200 en moyenne sur un cycle de production 800 en valeur max instantanée	
COV	-	75	

Point de rejets 21 : machine à dégraissage ROLL			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	75	

Point de rejets 22 : CTA atelier grande vis			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 23 : Tour CSF			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 24 : Trempe verticale			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets 25 : Rectifieuse Grisetti n°403 TS			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets Beaufort 1 : Sableuse			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
Poussières	-	100 40	Si f ≤ 1 Si f > 1

Point de rejets Beaufort 3 : Trempe horizontale			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets FU1 : Aspiration du four CODERE C10			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	
CO	630-08-0	100 si utilisation d'une technique d'oxydation pour les COV	

Point de rejets FU2 : Sablage / Microbilleuse			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
Poussières	-	100 40	Si f ≤ 1 Si f > 1

Point de rejets FU3 : Evacuation des fumées CRG6			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

Point de rejets FU4 : Fumées du XCR4 - préchauffage			
Paramètre	code CAS	Concentration [mg/Nm ³]	Flux [kg/h]
COV	-	110	

2.2.2 Première campagne de surveillance

Une première campagne de surveillance des rejets à l'atmosphère sera réalisée par l'exploitant au cours de l'année qui suit la date de notification du présent arrêté préfectoral portant autorisation. Cette campagne spécifique sera élargie, pour tous les points de rejets de l'établissement, à l'ensemble des paramètres visés par les arrêtés ministériels applicables à chacune des installations raccordées. Elle aura pour objectif de vérifier la cohérence du plan de surveillance et de valider la liste des paramètres à surveiller au droit de chacun des points de rejets.

Le plan de surveillance relatif à cette première campagne de surveillance sera communiqué à l'inspection des installations classées sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Le document intégrera en particulier pour chacun des points de rejets de l'établissement, les rubriques ICPE concernées, les arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables ainsi que la liste des paramètres à surveiller.

2.2.3 Composés Organiques Volatils

La consommation de solvants au sein de l'établissement est inférieure à 2 tonnes par an.

L'exploitant réalise un plan de gestion des solvants, le met à jour annuellement et le tient à disposition de l'inspection des installations classées.

2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère

L'exploitant assure une surveillance de l'ensemble des rejets atmosphériques dans les conditions suivantes :

2.3.1 Installation de combustion

Installation / point de rejet	Paramètre	Fréquence
Point de rejets 16 (chaudière principale)	Débit rejeté	Au moins tous les 3 ans
	O ₂	
	NO _x	
	CO	
	SO ₂	

2.3.2 Autres installations

Installation / point de rejet	Paramètre	Fréquence
Point de rejets 1	COV	<p>Première campagne de surveillance spécifique</p> <p>puis</p> <p>Surveillance triennale</p> <p>Dans le cas d'un dépassement, réalisation d'une nouvelle campagne au droit du point de rejet en année N+1, pour l'ensemble des paramètres à surveiller</p>
Point de rejets 2	COV	
Point de rejets 5 bis	COV	
Point de rejets 6	COV	
Point de rejets 12	Poussières	
Point de rejets 13	COV	
Point de rejets 14	COV	
Point de rejets 17	COV	
Point de rejets 18	COV	
Point de rejets 19	NO _x	
	CO	
Point de rejets 20	Acidité totale (exprimée en H)	
	HNO ₃	
	COV	
Point de rejets 21	COV	
Point de rejets 22	COV	
Point de rejets 23	COV	
Point de rejets 24	COV	
Point de rejets 25	COV	
Point de rejets Beaufort 1	Poussières	
Point de rejets Beaufort 3	COV	

Installation / point de rejet	Paramètre	Fréquence
Point de rejets FU1	COV	
	CO	
Point de rejets FU2	Poussières	
Point de rejets FU3	COV	
Point de rejets FU4	COV	

3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

3.1 Prélèvements et consommations d'eau

3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Coordonnées du point de prélèvement En Lambert 93	Prélèvement maximal (période 1)	Prélèvement maximal
				Journalier (m³/j)	Annuel (m³/an)
Réseau public	Chambéry	-	-	31	4 600

3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet

3.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- eaux usées industrielles ;
- eaux pluviales ;
- eaux pluviales susceptibles d'être polluées ;
- eaux de refroidissement ;
- eaux vannes ;
- etc.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
EU 1 (entrée du site)	X=925573 Y=6503186.3 4	Eaux d'origine domestique et sanitaire + Eaux d'origine industrielle en provenance de l'aire de lavage/stockage des bennes déchets (séparateur hydrocarbure en sortie de l'aire de lavage) (obturateur en place avant sortie du site)	Réseau Chambéry Métropole	Usine d'épuration de Chambéry Métropole	Arrêté rédigé au 2 ^d semestre 2025 par GRAND CHAMBERY service des eaux
EU 2 (derrière le CSE)	X=925623.85 Y=6503188.0 8	Eaux d'origine domestique et sanitaire	Réseau Chambéry Métropole	Usine d'épuration de Chambéry Métropole	-
EU3 (vers les TAR) (*)	X=925586.54 Y=6503253.5 4	Eaux issues de l'activité de phosphatation (*) + Eaux issues des circuits Refroidissement Huile (RH) et Eau Industrielle (EI) des tours aéroréfrigérantes (point à équiper d'un obturateur)	Réseau Chambéry Métropole	Usine d'épuration de Chambéry Métropole	Arrêté rédigé au 2 ^d semestre 2025 par GRAND CHAMBERY service des eaux
EU4 (sortie TS et VBC)	X=925527.01 Y=6503306.9 9	Eaux d'origine domestique et sanitaire (point à équiper d'un obturateur)	Réseau Chambéry Métropole	Usine d'épuration de Chambéry Métropole	-
EP1 (entrée du site)	X=925573 Y=6503186.3 4	Eaux pluviales collectées sur les voiries de la dalle gaz jusqu'à l'entrée (obturateur en place avant sortie du site)	-	Ruisseau de Merderet	Arrêté rédigé au 2 ^d semestre 2025 par GRAND CHAMBERY service des eaux

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Conditions de raccordement
EP2 (derrière le CSE)	X=925605.86 Y=6503217.8 2	Eaux pluviales de toiture	-	Ruisseau de Merderet	
EP3 (local acier)	X=925542.36 Y=6503305.1 3	Eaux pluviales de toiture + Eaux pluviales collectées sur les voiries de la dalle gaz jusqu'au local acier (obturateur en place avant sortie du site)	-	Ruisseau de Merderet	
EP4 (regard au-dessus du parking)	X=925395.78 Y=6503288.2 0	Eaux pluviales de toiture + Eaux pluviales collectées sur les voiries devant les expéditions, une partie du parking VL, vers la zone de stockage des produits et déchets (point à équiper d'un obturateur)	-	Ruisseau de Merderet	
EP5 (regard au fond du parking VL)	X=925366.41 Y=6503275.2 4	Eaux pluviales collectées sur les voiries du parking VL	-	Ruisseau de Merderet	
Bassin infiltration EP (derrière bâtiment filtration)	X=925572.52 Y=6503271.8 0	Eaux pluviales de toiture	Infiltration	Infiltration	-
Bassin infiltration EP (vers nouveau TTH)	X=925567.23 Y=6503193.4 8	Eaux pluviales de toiture	Infiltration	Infiltration	-

(*) Le point de rejet EU3 était celui des rejets aqueux issus de l'activité de phosphatation dont la cessation a été notifiée le 11/10/2023. Les installations ont été arrêtées et démantelées en décembre 2023. Les prescriptions réglementaires du présent arrêté seront mises à jour à l'issue de la procédure de cessation d'activité.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées un plan d'implantation des points de prélèvements et des points de rejets aqueux de l'établissement (cf. annexe II du présent arrêté préfectoral).

3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

I. – Rejet dans le milieu naturel :

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à :

- réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci ;
- ne pas gêner la navigation (le cas échéant).

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec le service de l'État compétent.

II. – Rejet dans une station collective :

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du Code de la santé publique. Cette autorisation est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

3.3 Limitation des rejets

3.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires, eaux pluviales et eaux usées respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré). Les valeurs correspondent à des moyennes journalières. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesures en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite.

Point de rejet référencé EU3 – Pour la partie relative aux issues de l'activité de phosphatation :

La cessation de l'activité de phosphatation a été notifiée le 11/10/2023. Les installations ont été arrêtées et démantelées en décembre 2023. Les prescriptions réglementaires du présent arrêté seront mises à jour à l'issue de la procédure de cessation d'activité.

Les valeurs limites d'émission en concentration et en flux ainsi que les caractéristiques à respecter prescrites au travers de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 03/02/2014 sont, pour mémoire, rappelées ci-après :

- température maximale : 30 °C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 ;
- couleur : modification de la coloration du milieu réception mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l ;
- débit maximal journalier : 1,6 m³/jour ;

Points de rejet référencés EU3 – Eaux issues de l'activité de phosphatation			
Paramètre	code SANDRE	Concentration en moyenne journalière (mg/l)	Flux maximal journalier (mg/l)
MEST	1305	30	48
DCO	1314	120	192
DBO5	1313	800	1280
Phosphore total (P)	1350	50	80
Azote global	1551	150	240
Fer, aluminium et composés (Fe+Al)	1393	3	4,8
Hydrocarbures totaux	7009	10	16
Indice phénol	1440	0,30	0,48
Nickel	1386	2	3,2
Plomb	1382	0,50	0,80
Zinc	1383	3	4,8
Cuivre	1392	2	3,2
Chrome total	1389	0,10	0,16

Point de rejet référence EU3 – Pour la partie relative aux issues des circuits Refroidissement Huile (RH) et Eau Industrielle (EI) des tours aéroréfrigérantes :

En matière de gestion des eaux résiduaires industrielles issues des tours aéroréfrigérantes, les dispositions des articles 5.5 et 5.9 de l'arrêté ministériel du 14/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement s'appliquent.

Points de rejet référencés EP1 / EP2 / EP3 / EP4 / EP5 :

En matière de dispositif de gestion des eaux pluviales, les dispositions de l'article 43 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 susvisé s'appliquent. L'exploitant peut toutefois proposer des solutions de gestion des eaux pluviales par infiltration. Cette solution est assortie d'un plan d'intervention en cas de pollution accidentelle des eaux pluviales.

Les eaux pluviales non souillées sont évacuées par un réseau spécifique ou traitées (recyclage, infiltration, etc.) conformément aux dispositions du SDAGE ou SAGE, s'il existe.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockages et autres surfaces imperméables sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF-P16-442 (version 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale équivalente. Ces équipements sont contrôlés et curés (hydrocarbures et boues) régulièrement.

Les rejets d'eaux pluviales canalisées respectent les valeurs limites de concentration suivantes, sous réserve de la compatibilité des rejets présentant les niveaux de pollution définis ci-dessous avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés dans les SDAGE :

Points de rejet référencés EP1 / EP2 / EP3 / EP4 / EP5		
Paramètre	code SANDRE	Concentration en moyenne journalière (mg/l)
MEST	1305	35
DCO (sur effluent non décanté)	1314	125
Hydrocarbures totaux	7009	10

3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Point de rejet	Paramètre	Type de suivi	Périodicité de la mesure	Fréquence de transmission
EU3 (phosphatation)	pH	La cessation de l'activité de phosphatation a été notifiée le 11/10/2023. Les installations ont été arrêtées et démantelées en décembre 2023. Les prescriptions réglementaires du présent arrêté seront mises à jour à l'issue de la procédure de cessation d'activité.		
	température			
	MEST			
	DCO			
	DBO5			
	Hydrocarbures totaux			
	Ni et composés			
	Plomb			
	Zn et composés			
	Cuivre			
	Chrome total			
	Phosphore			
	Azote			
EU3 (tours aéroréfrigérantes)	pH	cf. arrêté ministériel de prescriptions générales du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2921 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (en particulier annexe I points 5.5 et 5.9)		
	température			
	MES			
	DCO			
	Phosphore			
	Fer			
	Plomb			
	Nickel			
	Arsenic			
	Cuivre			
	Zinc			
	THM (TriHaloMéthane)			
	AOX			
EP1 à EP5	MES	-	Annuelle	Annuelle
	DCO			
	Hydrocarbures totaux			

3.5 Surveillance des eaux souterraines

Un dispositif de surveillance de la nappe superficielle comprenant trois piézomètres est mis en œuvre depuis le 1^{er} avril 1999. Il comporte deux piézomètres en aval et un en amont de l'usine. La localisation des ouvrages est précisée sur un plan régulièrement mis à jour par l'exploitant et tenu à la disposition du préfet de la Savoie et de l'inspection des installations classées (cf. annexe III du présent arrêté préfectoral).

Un suivi de la nappe est réalisé et porte sur les hydrocarbures dissous ou émulsionnés après extraction au CCL4 ainsi que sur les composés organochlorés. Le prélèvement est réalisé selon une fréquence semestrielle.

Les résultats des analyses sont transmis via l'application informatique de déclaration en ligne dénommée GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) selon les informations transmises par l'inspection des installations classées pour la connexion et la saisie sur l'outil en ligne. Ils sont accompagnés, le cas échéant, d'un mémoire explicitant les mesures correctrices prévues.

Une copie des résultats est également adressée à l'Agence Régionale de Santé.

4 PROTECTION DU CADRE DE VIE

4.1 Dispositions générales

4.1.1 Aménagements

Les installations sont construites, équipées et exploitées de façon à ce que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

4.1.2 Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du Code de l'environnement.

4.1.3 Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

4.2 Niveaux acoustiques

4.2.1 Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (ZER) :

Niveau de bruit ambiant existant dans les ZER (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période de 22 h à 7 h ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un plan sur lequel sont définies les zones à émergence réglementée (cf. annexe IV du présent arrêté préfectoral).

4.2.2 Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Points de mesure N	70 dB(A)	60 dB(A)

Au-delà des limites de propriété, les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessus, dans les zones à émergence réglementée.

Les points de mesure figurent sur le plan définissant les zones à émergence réglementée.

4.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les 5 ans.

4.3 Vibrations

En cas d'émission de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminées suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n°23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

5 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

5.1 Conception des installations

5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu

Les bâtiments et locaux sont conçus et aménagés de manière à s'opposer efficacement à la propagation d'un incendie.

Les installations sont situées à une distance de 30 mètres des locaux occupés par des tiers (prescription non applicable aux habitations existantes à la date de notification de l'arrêté préfectoral portant autorisation du 03/02/2014).

Les éléments de construction des bâtiments et locaux présentent des caractéristiques de résistance et de réaction au feu (parois coupe-feu, couverture, sols et planchers hauts incombustibles, porte pare flamme, etc.) adaptées aux risques encourus. Un cloisonnement des locaux et des dispositifs de recoupement appropriés sont mis en place.

Bâtiment/local	Dispositions constructives			
	Toiture	Ossature	Murs	Plancher
Bâtiment principal	Bacs aciers	Charpente métallique	Bardage isolé + murs maçonnes	Béton + résine
Extension	Bacs aciers	Charpente métallique	Bardage isolé + murs maçonnes	Béton + résine
Bâtiment administratif	Bacs aciers	Charpente métallique	Bardage isolé + murs maçonnes	Béton + résine
Cave à infiltration	Bacs aciers	Charpente métallique	Bardage isolé + murs maçonnes	Béton + résine
Locaux sociaux	Préfabriqués	Préfabriqués	Préfabriqués	Préfabriqués

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

5.1.2 Désenfumage et ventilation

Le désenfumage des locaux exposés à des risques d'incendie s'effectue d'une manière efficace. Il est notamment prévu à cet effet, pour l'atelier de traitement de surfaces, des ouvertures en toiture conformes à la réglementation en vigueur permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie. Les dispositifs de commande sont reportés près des accès, facilement repérables et aisément accessibles.

Les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque de création d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère du système de ventilation est placé aussi loin que possible des installations voisines.

5.1.3 Installations électriques et éclairage

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.

A proximité d'au moins la moitié des issues est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque local à risques.

Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Si l'éclairage met en œuvre des lampes à vapeur de sodium ou de mercure, l'exploitant prend toute disposition pour qu'en cas d'éclatement de l'ampoule, tous les éléments soient confinés dans l'appareil.

Les appareils d'éclairage électrique ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.

Ils sont en toute circonstance éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement.

5.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie et de secours puissent évoluer sans difficultés.

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

5.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

I. – Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

II. – La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés.

L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions du présent arrêté.

III. – Dispositions spécifiques aux réservoirs

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les réservoirs non mobiles sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède.

Les réservoirs sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

Ce dispositif de surveillance est pourvu d'une alarme de niveau haut.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour garantir que les produits utilisés sont conformes aux spécifications techniques que requiert leur mise en œuvre, quand celles-ci conditionnent la sécurité.

IV. – Les tuyauteries doivent être installées à l'abri des chocs et donner toute garantie de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.

V. – Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules routiers et ferroviaires sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts, etc.).

En particulier, les transferts de produits dangereux à l'aide de réservoirs mobiles s'effectuent suivant des parcours bien déterminés et font l'objet de consignes particulières.

VI. – Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique. En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme :

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part,
- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;
- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

5.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

5.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant dispose des moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre suivants :

- 4 poteaux incendie – PEI n°598 (Ø150), PEI n°463 (Ø100), PEI n°459 (Ø100) et PEI n°175 (Ø100) – accessibles sur le domaine public et situés à moins de 100 mètres du site. Le débit à 1 bar disponible pendant une durée de 2 heures pour l'ensemble de ces équipements est supérieur ou égal à 240 m³/heure ;
- une réserve d'eau (citerne souple) constituée au minimum de 500 m³ et avec réalimentation par le réseau public garantie pour une période de 2 heures en toute circonstance. Cet équipement dispose a minima de 2 points d'aspiration respectant le règlement départemental DECI (défense extérieure contre l'incendie) ;
- un système de détection incendie (détecteur de fumées) dans l'ensemble des bâtiments de l'établissement ;
- un système de détection incendie dans le nouvel atelier de traitement thermique constitué d'un réseau de captage des fumées et relié à la centrale de détection implantée à l'entrée de l'atelier (Titanus Prosens avec détection par aspiration) ;
- un système d'extinction automatique d'incendie équipant la zone AGV, l'ancienne cave à huile et le bâtiment de filtration, adapté aux produits présents.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des robinets d'incendie armés ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maintien des moyens d'intervention.

5.2.2 Capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie

La capacité de rétention des eaux d'extinction en cas d'incendie n'est pas inférieure à 1 220 m³.

Les exutoires des réseaux d'assainissement EU/EP sont tous pourvus de dispositifs automatiques d'obturation afin d'éviter toute contamination de ces réseaux en cas de sinistres.

L'exploitant établit et tient à jour une procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur, en déclenchant les dispositifs obturateurs. L'exploitant devra régulièrement s'assurer du bon fonctionnement de ces dispositifs obturateurs des réseaux eaux usées et eaux pluviales.

6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

6.1 Prévention et gestion des déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment :

- limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ;
- trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ;
- s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique ;
- s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume est strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.

6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation

L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.) conformément à l'arrêté du 29 février 2012 modifié. Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ses déchets dangereux à un tiers.

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivants :

Type de déchets	Code des déchets	Nature des déchets
Déchets dangereux	12 01 09*	Huile soluble usagée
	13 01 10*	Huile entière usagée
	16 05 04*	Aérosols
	16 10 01*	Dégreco
	12 01 18*	Boues de rectification
	16 10 01*	Eaux autolaveuse
	12 03 01*	Eaux lessivielles (des machines de lavage du montage final)
	11 01 98*	Produit métalloscopie Fluxo 6D
	12 01 09*	Liquide de trempe
	12 01 16*	Poussières de grenailles
	16 05 06*	Produits de laboratoire (issu de l'activité des vis miniatures)

	11 03 02*	Sels de TTH
	11 01 11*	Eaux chargées en sels de TTH
	15 01 10*	Déchets et emballages souillés
	20 01 21*	Néon
	20 01 33*	Piles
	16 06 01*	Batteries au plomb
	13 05 07*	Eaux hydrocarburées + boue
	14 06 03*	Solvants usagés
	14 06 01*	Gaz réfrigéré
	17 06 03*	Déchets amiantés
	18 01 03*	DASRI
Déchets non dangereux	12 01 17	Résidus de microbilles
	20 01 01	Papier et carton
	15 01 06	Déchets et emballages non souillés
	15 01 03	Emballages en bois
	20 02 02	Gravats
	16 02 14	DEEE (déchets d'équipements électriques et électroniques)
	12 01 01	Ferrailles E1C, chutes et rebus en métal E8, copeaux métalliques E5M, moteurs
	20 01 02	Verre
	12 01 03	Coquilles de plomb
	17 04 01	Câbles électriques
	08 03 18	Cartouches d'encre usagées

Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au Code de l'Environnement. L'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées.

6.3 Limitation du stockage sur site

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets et résidus produits sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets dangereux, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et protégées des eaux météoriques.

La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite ou, en cas de traitement externe, un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination.

La quantité maximale de déchets est – dans le cas où les bennes, les cuves et la zone de palletier de déchets sont toutes remplies au même moment – inférieure aux valeurs suivantes :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets non dangereux	53.5T
Déchets dangereux	83.5T

7 DISPOSITIONS FINALES

7.1 Caducité

Le délai mentionné à l'article 1.4.2 du présent arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter est suspendu jusqu'à la notification au bénéficiaire de l'autorisation environnementale :

1. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'autorisation environnementale ou ses arrêtés complémentaires ;
2. d'une décision devenue définitive en cas de recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire du projet ou la décision de non-opposition à déclaration préalable ;
3. d'une décision devenue irrévocable en cas de recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L.480-13 du Code de l'urbanisme, contre le permis de construire du projet.

7.2 Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut qu'être déféré au Tribunal Administratif de GRENOBLE, juridiction administrative territorialement compétente par :

1. les tiers intéressés, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'établissement présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter de :
 - a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;
 - b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

2. les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut également faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du Code de l'environnement).

7.3 Publicité

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 et R.181-45 du code de l'environnement, Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Chambéry pendant une durée minimum d'un mois. Le maire de Chambéry fera connaître par procès-verbal adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Une copie du présent arrêté sera déposée aux archives de la mairie et mise à la disposition de toute personne intéressée.

Cet arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Savoie pendant une durée minimum de 4 mois.

7.4 Exécution

Monsieur le secrétaire général de la préfecture de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée à monsieur le maire de Chambéry.

La préfète,

Pour la Préfète et par délégation,
Le secrétaire général,


Julien PAILHERE

Table des matières

1 PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES.....	4
1.1 Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	4
1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation.....	4
1.1.2 Modification et compléments apportés aux prescriptions des actes antérieurs.....	4
1.1.3 Localisation et surface occupée par les installations.....	5
1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation.....	5
1.2 Nature des installations.....	5
1.2.1 Consistance des installations.....	8
1.3 Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	9
1.4 Durée de l'autorisation et cessation d'activité.....	9
1.4.1 Cessation d'activité et remise en état.....	9
1.4.2 Durée de l'autorisation.....	9
1.4.3 Équipements abandonnés.....	9
1.5 Documents tenus à la disposition de l'inspection.....	9
1.6 Documents à transmettre à l'inspection.....	10
1.7 Objectifs généraux.....	10
1.8 Consignes.....	11
1.9 Rapport d'incident ou d'accident.....	12
1.10 Rapport annuel.....	12
2 PROTECTION DE LA QUALITE DE L'AIR.....	12
2.1 Conception des installations et conditions générales de rejets.....	13
2.1.1 Installations de combustion.....	13
2.1.2 Autres installations.....	13
2.2 Limitation des rejets.....	15
2.2.1 Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques et des flux de polluants rejetés.....	15
2.2.1.1 Installations de combustion.....	16
2.2.1.2 Autres installations.....	16
2.2.2 Première campagne de surveillance.....	19
2.2.3 Composés Organiques Volatils.....	19
2.3 Surveillance des rejets dans l'atmosphère.....	20
2.3.1 Installation de combustion.....	20
2.3.2 Autres installations.....	20
3 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	21
3.1 Prélèvements et consommations d'eau.....	21
3.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau.....	21
3.2 Conception et gestion des réseaux et points de rejet.....	21
3.2.1 Points de rejet.....	21
3.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet.....	24
3.3 Limitation des rejets.....	24
3.3.1 Caractéristiques des rejets externes.....	24
3.4 Surveillance des prélèvements et des rejets.....	26
3.5 Surveillance des eaux souterraines.....	27
4 PROTECTION DU CADRE DE VIE.....	27
4.1 Dispositions générales.....	27
4.1.1 Aménagements.....	27
4.1.2 Véhicules et engins.....	27
4.1.3 Appareils de communication.....	27
4.2 Niveaux acoustiques.....	28
4.2.1 Valeurs limites d'émergence.....	28
4.2.2 Niveaux limites de bruit en limite d'exploitation.....	28
4.2.3 Mesures périodiques des niveaux sonores.....	28
4.3 Vibrations.....	28
5 PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	29
5.1 Conception des installations.....	29
5.1.1 Dispositions constructives et comportement au feu.....	29
5.1.2 Désenfumage et ventilation.....	29
5.1.3 Installations électriques et éclairage.....	29
5.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation et circulation dans l'établissement.....	30

5.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles.....	30
5.2 Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours.....	32
5.2.1 Moyens de lutte contre l'incendie.....	32
5.2.2 Capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.....	32
6 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS.....	33
6.1 Prévention et gestion des déchets.....	33
6.2 Production de déchets, tri, recyclage et valorisation.....	33
6.3 Limitation du stockage sur site.....	34
7 DISPOSITIONS FINALES.....	35
7.1 Caducité.....	35
7.2 Délais et voies de recours.....	35
7.3 Publicité.....	36
7.4 Exécution.....	36
ANNEXE I – Plan d'implantation des points de rejets atmosphériques.....	40
ANNEXE II – Plan d'implantation des points DE RELÈVEMENTS ET DES POINTS de rejets aqueux - Plan d'implantation des ouvrages relatifs à la surveillance des eaux souterraines.....	42
ANNEXE III – Plan d'implantation DES POINTS DE MESURES DES ÉMISSIONS SONORES ET DES ZONES A ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE.....	44



**PRÉFÈTE
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la Coordination
des Politiques Publiques**

Guichet unique des installations classées
pour la protection de l'environnement (ICPE)

**Annexes à l'arrêté préfectoral n°ICPE-2025-069 du 11 DEC. 2025
portant autorisation environnementale**

**Société SCHAEFFLER FRANCE
Commune de Chambéry**

La Préfète de la Savoie,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

ANNEXE I – Plan d'implantation des points de rejets atmosphériques

ANNEXE II – Plan d'implantation des points de prélèvements et des points de rejets aqueux - Plan d'implantation des ouvrages relatifs à la surveillance des eaux souterraines

ANNEXE III – Plan d'implantation des points de mesures des émissions sonores et des zones à émergence réglementée

ANNEXE I – PLAN D'IMPLANTATION DES POINTS DE REJETS ATMOSPHERIQUES

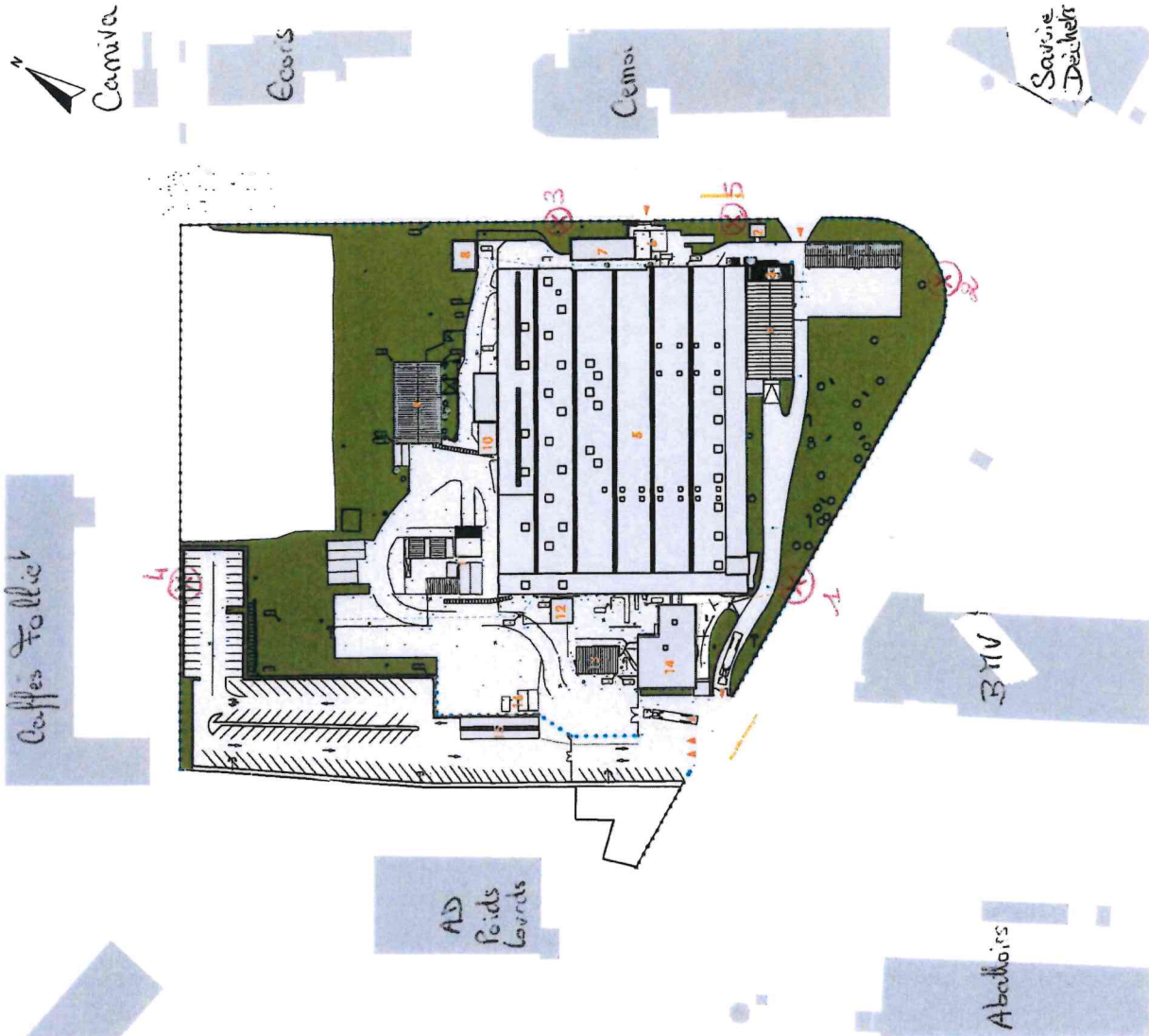
[illegible]

- 2

**ANNEXE II – PLAN D'IMPLANTATION DES POINTS DE RELÈVEMENTS ET DES POINTS DE
REJETS AQUEUX - PLAN D'IMPLANTATION DES OUVRAGES RELATIFS À LA
SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

**ANNEXE III – PLAN D'IMPLANTATION DES POINTS DE MESURES DES ÉMISSIONS
SONORES ET DES ZONES A ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE**

localisation des points de mesure
de bruit en limite de propriété



Légende :

- | | |
|---------------------------|--------------------------------|
| 1 Local PGT & Archives | 10 Algeco Montage VRB |
| 2 Transformateur | 11 Stockage produits chimiques |
| 3 Dalle Réserve Gaz | 12 Abris stockage palette bois |
| 4 Atelier TTH | 13 Abris à déchets |
| 5 Atelier Principal | 14 Administration & Vestiaires |
| 6 Aerothermes | 15 Abris à Vélo |
| 7 Cave Huile (Filtration) | 16 Stockage Aciers |
| 8 Abris Stockage Acier | |
| 9 Atelier TS | |

Accès Bâtiment

Accès Site

- (X) 1 = entrée du site
 - (X) 2 = en face du Nouveau TTH
 - (X) 3 = côté Chantabard en face de l'école Ecoris
 - (X) 4 = Parking côté café Folliet
 - (X) 5 = en face de la dalle gaz (nouveau en 2015)
- Plan MAS de 10/03/2015